

culturelles a d'ailleurs été signé à cette occasion. Enfin, le ministre de l'Énergie du Canada s'est rendu au Venezuela en février 1987.

En Colombie, un nouveau gouvernement civil dirigé par le président Virgilio Barco a pris le pouvoir le 7 août 1986. Même si le style de la nouvelle administration est considérablement différent, il n'y a eu aucune réorientation majeure de la politique jusqu'à maintenant. L'économie colombienne a continué à bien se comporter comme l'a d'ailleurs montré la hausse des exportations canadiennes (178 millions de dollars en 1986). En juin 1986, le Canada a conclu un protocole d'entente sur la coopération dans le secteur agricole et, en juillet, un autre accord sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique. L'ACDI a continué de concentrer ses programmes d'aide en Colombie et la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale a continué d'y être active dans le secteur pétrolier. En décembre 1986, le ministre de l'Intérieur de la Colombie, M. Cepeda, a visité le Canada.

En Équateur, le gouvernement du président Febres Cordero a continué de se heurter à un Congrès dirigé par l'opposition et aux conséquences économiques de la baisse internationale des prix du pétrole. En 1986, les exportations canadiennes dans ce pays se sont accrues de 65 % pour atteindre 79 millions de dollars, et les importations ont augmenté de 29 % pour se chiffrer à 92 millions. Le vice-président Penaherrera s'est rendu au Canada en novembre 1986. L'ambassade du Canada à Quito a dû fermer ses portes en mars 1987 en raison de restrictions budgétaires. L'Équateur a de son côté annoncé qu'il fermerait son ambassade à Ottawa le 28 février. En mars 1987, un important tremblement de terre a détruit une bonne partie de l'infrastructure pétrolière du pays. Par l'entremise de l'ACDI, le Canada a fourni des secours d'urgence de l'ordre de 150 000 \$ à la Croix-Rouge et à l'Organisation panaméricaine de la santé. La mise en œuvre d'un programme de bourses d'études de 2,5 millions, financé par l'ACDI, a également été annoncée en mars 1987.

Sous la direction du président Alan Garcia, le gouvernement du Pérou a continué de s'attaquer au problème pressant des réformes socio-économiques, tout en faisant face à un mouvement de rébellion de plus en plus important. Des cas de violation des droits de la personne par les forces de sécurité ont été rapportés. L'économie péruvienne a enregistré des excédents dans plusieurs secteurs en 1986, principalement en raison de la politique controversée du gouvernement sur le remboursement de la dette extérieure. Les arrérages de plus en plus élevés du Pérou à l'égard du Canada et le retard mis par les autorités péruviennes à s'attaquer à ce problème ont eu tous deux des effets graves sur la relation bilatérale durant la période 1986-1987. Bien qu'il n'y ait aucune visite officielle de part et d'autre, une délégation de parlementaires canadiens s'est rendue à Lima en septembre 1986.

En Bolivie, le gouvernement du président Victor Paz Estenssoro a été de nouveau aux prises avec d'énormes défis économiques et sociaux. L'inflation galopante a pu être considérablement jugulée, mais cela, à un prix élevé sur le plan social.

Organisation des États américains

Le Canada a conservé son statut officiel d'observateur au sein de l'Organisation des États américains et il a continué de participer en tant que membre à part entière aux activités d'un certain nombre d'institutions interaméricaines spécialisées, dont l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (IPGH), l'OPAS, l'IICA et le Comité interaméricain sur les télécommunications. La prochaine réunion du conseil de l'IICA se tiendra au Canada en août et en septembre 1987.

Mexique

Le Mexique a continué de faire face à de graves difficultés économiques pendant l'année financière en question, essentiellement en raison de la chute des prix du pétrole et parce qu'il a dû assurer le service de sa dette. Les contacts entre le Canada et le Mexique ont été renforcés dans un certain nombre de domaines, grâce, notamment, aux visites du ministre canadien de l'Agriculture, l'honorable John Wise, dans le cadre du Conseil d'administration de l'IICA, du ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur, l'honorable Otto Jelinek, du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'honorable Marcel Masse, et d'autres. Le ministre mexicain de l'Énergie a visité le Canada et, en novembre 1986, le Président du Mexique a fait une brève escale à Vancouver. Enfin, des parlementaires des deux pays se sont rendus à Mexico et à Calgary. Le Mexique est demeuré un important partenaire commercial du Canada car nos exportations ont été de l'ordre de 397 millions de dollars et nos importations, de 1,79 milliard (pour la première fois, ces dernières étaient constituées d'une plus grande part de produits manufacturés que de pétrole). Il est également demeuré l'un des lieux de prédilection des touristes canadiens. Enfin, le Canada a poursuivi son programme d'aide aux efforts de reconstruction entrepris au lendemain du séisme de 1985.

Amérique centrale

La politique du Canada à l'égard de l'Amérique centrale procède de la théorie selon laquelle la disparité socio-économique est la source de la tension politique et des conflits dans cette partie du globe. Le Canada est toujours prêt à apporter son aide pour tenter de trouver des solutions à certains des problèmes qui affligent la région. La politique canadienne prend deux aspects principaux. D'abord, le Canada cherche à équilibrer l'aide publique au développement qu'il accorde aux pays d'Amérique centrale, et ce, en raison des conditions très difficiles dans lesquelles se trouve une bonne partie de leur population, conformément aux traditions humanitaires du Canada.

La deuxième grande composante de la politique canadienne réside dans le soutien du processus de paix de Contadora. Au cours de la période qui fait l'objet de ce rapport, les membres du Groupe de Contadora — le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Panama — et du Groupe de soutien du processus de Contadora — l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay — ont poursuivi leurs efforts dans le but de conclure un accord régional de paix global, viable et accepté des cinq pays d'Amérique centrale. Le Canada appuie le processus de Contadora